

# Chômage, production : les nouvelles fractures françaises

LE MONDE | 15.10.2012 à 11h08 • Mis à jour le 16.10.2012 à 07h31 |

Par Luc Bronner

Un cri d'alarme sur les fractures territoriales en France. Un sombre diagnostic sur l'onde de choc de la crise économique. Il faut lire *La Crise qui vient* (Seuil, 128 p., 11,80 euros, en librairie le 18 octobre), le travail de recherche publié par l'économiste et urbaniste Laurent Davezies. Il faut lire cet essai parce qu'il décrit la "*rupture historique*" que risque de connaître la France dans les prochaines années avec la conjonction d'une croissance molle (au mieux), d'un sevrage douloureux des dépenses publiques et, fait nouveau, de l'aggravation continue des inégalités entre territoires en matière d'emploi.

>> Voir aussi l'infographie : [Le taux de chômage par zone d'emploi depuis 2003 \(/societe/infographie/2011/02/07/les-taux-de-chomage-par-bassins-d-emploi-depuis-dix-ans\\_1474281\\_3224.html\)](#)

## La géographie de la crise

"La France est à la veille d'un choc nouveau et autrement plus brutal que les précédents", avertissent Laurent Davezies, expert reconnu et peu habitué aux discours sur le "déclin français". Là où les dépenses publiques et sociales ont permis de faire face, tant bien que mal, lors des crises de 1974, 1982 et 1992, l'"assèchement des finances publiques" affaiblit les traditionnels "*amortisseurs sociaux*" de la société française. Conséquence ? La "*menace*" d'un "*gouffre*" toujours plus profond entre les territoires qui s'en sortent (surtout les métropoles) et ceux qui s'enfoncent.

"Près de 20 % de la population du pays se trouve aujourd'hui dans des zones d'emploi très vulnérables, qui ont franchi un seuil, difficilement réversible, de déclin productif", écrit le chercheur. Dans ces territoires, concentrés notamment en Lorraine, Picardie, Champagne-Ardenne, Franche-Comté et Haute-Normandie, l'histoire récente montre que même les périodes de croissance ne permettent pas de regagner des emplois.

>> Lire aussi : [A Florange, la fin d'un monde \(http://crise.blog.lemonde.fr/2012/10/11/bons-baisers-de-florange-2-la-fin-dun-monde/\)](#)

## Des territoires sous perfusion d'emplois publics

Dans une zone d'emploi sur trois, soit 120 sur les quelque 350 qui divisent

la France, l'emploi public a plus progressé depuis dix ans que l'emploi privé. Autant de territoires, notamment de villes moyennes en déclin économique, pour lesquels les embauches dans les collectivités locales ou le maintien de services publics, même lorsque l'évolution démographique ne le justifiait pas, ont contenu l'affaissement de l'activité économique privée. Même chose pour les prestations sociales, au point que certaines zones d'emploi, comme celles de Corte (Haute-Corse), de Tulle, du Morvan, de Carcassonne ou de Guéret, par exemple, dépendent désormais à plus de 70 % de revenus non marchands (retraites, emplois publics, prestations sociales...).

Une situation qui les place aujourd'hui dans une configuration particulièrement délicate : avec la baisse continue des emplois publics, engagée avec la révision générale des politiques publiques (RGPP) sous Nicolas Sarkozy, poursuivie sous François Hollande (en dehors de l'éducation, de la justice et de la police), ces territoires vont subir une deuxième crise de l'emploi.

D'où l'extrême sensibilité, révélée lors de la campagne présidentielle, de la question des services publics locaux et de symboles comme les agences de La Poste, les dessertes ferroviaires et la survie des sous-préfectures. D'où, aussi, une duplication évidente entre la géographie de la crise et celle du vote Front national lors des dernières élections, présidentielle et législatives. Comme le géographe Christophe Guilluy, dont le propos a été largement repris à droite et à gauche pendant la campagne, Laurent Davezies s'inquiète ainsi de l'existence d'une France périurbaine, invisible, qui exprime un profond "*sentiment d'abandon*", favorable à tous les "*populismes*".

### **Les métropoles, espaces préservés**

Tout le territoire n'est pas touché de la même manière. Pour la première fois depuis la crise de 1974, pointe le chercheur, les grandes métropoles ont été largement protégées. Une "*France productive, marchande et dynamique, concentrée dans les grandes villes, où se forment les nouveaux atouts de la compétitivité du pays*". Une France urbaine qui s'est, elle, montrée rétive au vote Front national, l'extrême droite restant à des niveaux faibles dans la plupart des grandes villes.

Plus que le retour de la coupure entre Paris et le "*désert français*", théorisée par le géographe Jean-François Gravier, dans un livre sorti en 1947, l'urbaniste constate une fracture entre les principales métropoles, bénéficiant d'un "*énorme potentiel*" (Toulouse, Nantes, Rennes, Paris, Lyon, etc.) et le reste du territoire.

Les premières, progressivement spécialisées dans le tertiaire supérieur (banques, santé, communication, nouvelles technologies, etc.), plus riches,

dotées de ressources en matière grise, peuvent servir de base à un possible *"redressement productif"* – et donc justifier d'être aidées au nom de la croissance.

Les secondes peuvent, au mieux, compter sur une activité économique qui périclité, sur les revenus encore garantis par les retraites et, pour celles qui en bénéficient, le tourisme. *"Toute la question, de nature politique, consistera à décider s'il faut s'accommoder de cette tendance. Faut-il la freiner au nom de l'égalité, ou l'encourager au nom de la croissance ?"*, interroge M. Davezies.

Luc Bronner

### **Les hommes, premières victimes de la crise**

*"La crise accélère une tendance déjà ancienne, constate le chercheur Laurent Davezies. Les restructurations du système productif détruisent surtout des emplois masculins et créent principalement des emplois féminins"* - généralement plus précaires, moins bien rémunérés, le plus souvent dans le secteur des services. Avec cette statistique inédite : au commencement de la crise, entre 2007 et 2009, 92 % des emplois salariés perdus étaient occupés par des hommes. Dix fois plus d'emplois masculins perdus, donc, dans cette phase aiguë de la crise.

### **Les hommes, premières victimes de la crise**

*"La crise accélère une tendance déjà ancienne, constate le chercheur Laurent Davezies. Les restructurations du système productif détruisent surtout des emplois masculins et créent principalement des emplois féminins"* – généralement plus précaires, moins bien rémunérés, le plus souvent dans le secteur des services. Avec cette statistique inédite : au commencement de la crise, entre 2007 et 2009, 92 % des emplois salariés perdus étaient occupés par des hommes. Dix fois plus d'emplois masculins perdus, donc, dans cette phase aiguë de la crise.

---